

Nouveau !

Pas le temps de lire cet article ?

Classez le dans vos favoris en cliquant sur l'étoile. Vous pourrez le lire ultérieurement (ordinateur, tablette, mobile) en cliquant sur « votre compte »

[Fermer](#)

Point de non-retour ?

Le décrochage français, ...à l'œuvre depuis 25 ans
tous responsables mais certains plus que d'autres...

Politiques, partenaires sociaux, médias :



Par Philippe Plassart

Le déclin, c'est maintenant ! Que la France perde des places dans les classements internationaux c'est, pourrait-on dire dans la nature des choses, ne serait-ce que pour faire la place aux pays émergents. Ce qui est plus alarmant est que ce recul se manifeste à l'égard des pays avancés comparables à la France. En vingt cinq ans, le Pib par tête français a reculé de 6 % par rapport à ses compétiteurs de même calibre, souligne le dernier rapport de France stratégie. Et la crise de 2008 et ses conséquences nous a fait passer d'un appauvrissement relatif à un appauvrissement absolu. Au cœur de ce processus : la faiblesse de nos gains de productivité. Irresponsabilité des politiques, inconséquence des partenaires sociaux, complaisance des médias, indolence de l'opinion publique : la faute du déclin est au minimum partagée entre tous ces acteurs Mais c'est la classe politique qui en n'ayant pas su organiser le sursaut est assurément la plus coupable.

C'est la fin d'un déni collectif et d'un aveuglement tricolore vieux d'au moins vingt-cinq ans. En ouverture de son rapport prospectif sur la France en 2025, Jean Pisani- Ferry, le nouveau commissaire général à la stratégie et à la prospective, pose un diagnostic sans concessions sur l'état du pays. Par rapport à une moyenne de pays ayant un Pib comparable au nôtre en 1988, le Pib par tête français est aujourd'hui inférieur de 6 %. C'est la première fois qu'un document officiel souligne avec autant de netteté le décrochage français et l'appauvrissement relatif du pays et de ses habitants. En 2003, dans son essai La France qui tombe, Nicolas Baverez avait bien essayé de tirer la sonnette d'alarme mais le message "décliniste" n'était pas passé. Le polémiste focalisait l'essentiel de ses griefs sur les méfaits du conservatisme jospino-chiracien alors qu'en réalité la responsabilité du déclin est collective, s'étalant sur plusieurs décennies.

Irresponsabilité de la classe politique, inconséquence des partenaires sociaux, complaisance des médias, indolence de l'opinion publique : la faute est au minimum partagée entre tous ces acteurs du déclin. Aucun d'entre eux ne peut se dédouaner même si les politiques sont de par leur position à la tête du système évidemment plus responsables. Quoi qu'il en soit, le résultat de cette inconscience collective fait sentir aujourd'hui pleinement ses effets négatifs sur le niveau de vie de la nation. Le banquier Jean Peyrelevade compare le processus à une fuite d'eau : "Au début cela n'a l'air de rien mais au bout de vingt ans, la maison s'écroule." Au point que la France se trouve quasiment à ce point de non-retour. Ou bien elle réussit à fournir l'effort pour rompre avec ce mal délétère de la régression, ou bien elle échoue et elle connaîtra le sort de ces pays qui, telle l'Argentine de l'entre-deux-guerres, sont entrés dans une phase d'appauvrissement absolu. Un processus dans lequel le pays des gauchos n'est toujours pas sorti trois générations plus tard...

De relatif , l'appauvrissement devient absolu

Le décrochage français s'est fait "à bas bruit" comme on le dit d'une maladie grave qui évolue de façon insidieuse sans mal apparent mais aux dégâts certains. Une récente note du Trésor a ausculté les performances de croissance du pays depuis les années 70. Sur cette période, la France a présenté un déficit annuel moyen de croissance du Pib par habitant de 0,4 % par rapport aux pays de l'OCDE, soit un recul de plus de 15 points sur la période. Rapporté à l'échelle de la nation, en rythme annuel, cela représente un "manque à gagner" de l'ordre de 8 milliards d'euros. Soit l'équivalent de trois quarts du trou de l'assurance maladie ou l'intégralité du coût du porte-avion nucléaire Charles-de-Gaulle (y compris sa maintenance).

Sur les quatre décennies couvertes par le calcul des experts du ministère de l'Economie, le manque à gagner atteint 300 milliards d'euros soit près d'une année complète de recettes fiscales perdues ! Qu'on ne se méprenne toutefois pas sur ces chiffres : il ne s'agit jusque-là que d'un appauvrissement relatif puisque la mesure du décrochage hexagonal est faite par rapport à la croissance moyenne de pays de l'OCDE (donc comparables en terme de niveau de développement) et celle-ci est demeurée positive. Jusqu'à la crise financière de 2008 ! Car cette dernière a marqué un tournant dans l'histoire économique de la France : pour la première fois, le Pib par tête – celui qui mesure au plus près le niveau de vie ressenti par les individus – marque un recul en valeurs absolues de 1,2 % en 2013 par rapport à 2008 selon les chiffres rapportés par l'institut Xerfi.

De relatif, l'appauvrissement devient absolu ! Et la France sort de la crise de façon on ne peut plus poussive, signe d'un décrochage que d'aucuns craignent durable, sinon irréversible. Ce doute ravageur sur la capacité du pays à rebondir est alimenté par les dernières évolutions conjoncturelles : avec une croissance à moins de 1 % l'an, l'Hexagone peine à court terme à recoller au peloton de la reprise internationale, signe d'une difficulté structurelle à renouer avec une activité dynamique.

La mécanique infernale du décrochage

Quelle a été la mécanique de ce décrochage ? Il est bien sûr réducteur de chercher une cause unique au déclin français. Dans leur étude les économistes du Trésor n'en pointent pas moins la moindre productivité par tête des travailleurs français depuis le milieu des années 90 comme facteur explicatif du déficit de croissance hexagonal. Ils soulignent que depuis cette date, "les gains de productivité ne suffisent plus à compenser le recul des heures travaillées". La diminution des heures travaillées est corroborée par l'institut Coe-Rexecode qui l'estime à moins 10 % depuis 1999. Résultat : c'est en France (avec la Finlande) où la durée effective annuelle moyenne de travail des salariés à temps complet est la plus courte : 1 661 heures en 2013, soit 186 heures – ou l'équivalent de cinq semaines de travail – de moins qu'en Allemagne ; 120 heures de moins qu'en Italie et 239 heures de moins qu'au Royaume-Uni.

On a longtemps cru que les travailleurs français compensaient leur durée de travail plus courte en étant plus productifs que leurs homologues étrangers. "Cette idée très répandue selon laquelle les exploits français en matière de productivité horaire compensaient la réduction de la durée du travail est fautive", affirme Jean Peyrelevade. Un jugement validé par les experts du Trésor. Autre point d'analyse consensuelle chez les économistes : le ralentissement des gains de productivité renvoie à l'insuffisance des investissements de modernisation, elle-même liée à l'insuffisance des moyens financiers des entreprises. Mais pour Jean Peyrelevade, le "tableau" français s'aggrave surtout du fait que les salaires réels par tête ont continué à croître plus vite que la productivité par tête moyenne. "Il s'est installé au cœur du système de production du pays un foyer de perte permanente de compétitivité lente et cumulative", décrit le banquier. Et ce foyer est à l'origine du mal français.

Les erreurs des politiques, de droite comme de gauche

Le mal remonte à loin, aggravé par les erreurs des politiques. Gauche et droite, les torts sont partagés. Après le premier choc pétrolier de 1973-1974, Jacques Chirac, alors Premier ministre, choisit de faire peser l'ajustement sur les entreprises et non pas sur les ménages. En 1982, les socialistes abaissent l'âge de la retraite à 60 ans, à contre-courant de l'augmentation de l'espérance de vie, et en 2000, ils font passer la France aux 35 heures, seule dans le monde. Question : comment ce mal de la sous-productivité a-t-il pu s'enkyster à ce point dans le système sans susciter de réaction d'autodéfense ? En réalité, la France a vécu au-dessus de ses moyens en recourant tout au long de ces années-là à l'endettement pour compenser sa faiblesse productive.

Il y a eu depuis 2000 l'effet anesthésiant de la monnaie unique. Sous la protection de l'euro, la France a pu laisser dériver ses comptes et ses coûts sans en passer par une dévaluation de son taux de change. Dans cet environnement permissif, les rares lanceurs d'alerte lucides sur l'état du pays – Artus, Attali, Baverez, Camdessus, Pébereau – n'ont guère été crus ni a fortiori écoutés. Un refus de voir la réalité qui n'a d'égal que l'irresponsabilité de la classe politique dans son ensemble. "Les politiques, majoritairement des fonctionnaires, apparaissent déconnectés des réalités économiques et addicts à la dépense publique. Au fond ils ne s'intéressent pas à l'économie, ni a fortiori à la croissance économique.

Ils vivent avec l'idée que l'intendance suivra. Les débats restent franco-français et prennent rarement en considération les expériences étrangères", analyse l'expert Pierre-François Gouiffès qui pointe aussi les méfaits du jeu institutionnel. "Les modérés de gauche et de droite n'arrivent pas à faire alliance car les deux camps sont sous l'emprise de leurs extrêmes. D'où un très fort conservatisme." Le statu quo est aussi très fort dans la sphère sociale. "Le patronat achète la paix sociale en accordant des hausses de salaires supérieures aux gains de productivité", reprend Jean Peyrelevade. "La France est une société statutaire dans laquelle chacun cherche à préserver ses privilèges", complète Pierre-François Gouiffès. Quant aux médias, ils ne se sont guère montrés critiques sur les dérives du système. Une complaisance illustrée par le fait que plus de 400 niches fiscales ont été votées au Parlement en trente ans sans aucune campagne de presse contre. Bref, tous responsables mais certains plus que d'autres.